

Mathieu Dubois et Renaud Meltz (dir.)

De part et d'autre du Danube

L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans
de 1815 à nos jours

Mélanges en l'honneur
du professeur Jean-Paul Bled

ISBN de ce PDF :
979-10-231-0880-4



ISBN des tirés à part :

CRM72 · De part et d'autre du Danube (PDF complet)	979-10-231-0865-1
CRM72 · Introduction. Jean-Paul Bled, historien des Mondes germaniques en Sorbonne · Rainer Hudemann	979-10-231-2674-7
CRM72 · I.1 L'idée slave et les Croates au XIX ^e siècle · Edi Miloš	979-10-231-0866-8
CRM72 · I.1 Un grand acteur oublié de la scène autrichienne : le comte Anton von Prokesch-Osten · André Reszler	979-10-231-0867-5
CRM72 · I.1 La Bosnie-Herzégovine entre l'Autriche et la Hongrie (1878-1914) · Philippe Gelez	979-10-231-0868-2
CRM72 · I.1 L'action politique de l'Autriche-Hongrie chez les Albanais dans le <i>Vilayet</i> du Kosovo (Une analyse française de 1902) · Dušan T. Bataković	979-10-231-0869-9
CRM72 · I.1 Les officiers-conjurés serbes : 1903-1914. Programme et convictions politiques · Vojislav Pavlović	979-10-231-0870-5
CRM72 · I.1 Montenegro and the Central Powers 1915-16 · Lothar Höbelt	979-10-231-0871-2
CRM72 · I.2 Influences diplomatiques, cultures et mémoire dans un espace en recomposition au XX ^e siècle · Jean-Noël Grandhomme	979-10-231-0872-9
CRM72 · I.2 Les répertoires français, allemand et autrichien sur les grandes scènes roumaines. Le cosmopolitisme d'une culture nationale (1919-1940) · Georgiana Medrea	979-10-231-0873-6
CRM72 · I.2 Aspects de la Résistance française en Roumanie après 1940. Diplomates, enseignants et écrivains · Ana-Maria Stan	979-10-231-0874-3
CRM72 · I.2 François-Joseph en Hongrie : un lieu de mémoire ? · Catherine Horel	979-10-231-0875-0
CRM72 · II.1 Naissance de la germanophobie française ? L'opinion publique et la crise de 1840 · Renaud Meltz	979-10-231-0876-7
CRM72 · II.1 Bismarck et l'Europe. De la mission Alvensleben à la mission Radowitz · Stéphanie Burgaud	979-10-231-0877-4
CRM72 · II.2 Un génie de la prévision : Jacques Bainville dans <i>Les Conséquences politiques de la paix</i> · Zoltan Bécsi	979-10-231-0878-1
CRM72 · II.2 L'Allemagne de Martin Heidegger, ou le patriotisme d'un philosophe apolitique (1889-1933) · Guillaume Payen	979-10-231-0879-8
CRM72 · II.2 Du poids de l'intérêt matériel dans l'adhésion au nazisme. Réflexions autour des thèses de Götz Aly, à travers le cas de la politique d'aide sociale de la SS · David Gallo	979-10-231-0880-4
CRM72 · II.2 Julius Berger (1862-1943) : un entrepreneur allemand et la France · Dominique Barjot	979-10-231-0881-1
CRM72 · II.3 La RFA et les premières communautés européennes · Christophe Réveillard	979-10-231-0882-8
CRM72 · II.3 L'Allemagne et de Gaulle : l'approche de Willy Brandt · Benedikt Schoenborn	979-10-231-0883-5
CRM72 · II.3 Les partis politiques au défi de « 68 » en RFA et en France · Mathieu Dubois	979-10-231-0884-2
CRM72 · Entretien avec Jean-Paul Bled	979-10-231-0885-9
CRM72 · Portrait de Jean-Paul Bled · par Emmanuel Leroy Ladurie	979-10-231-2675-4
CRM72 · Bibliographie de Jean-Paul Bled	979-10-231-2676-1

DE PART ET D'AUTRE DU DANUBE

collection dirigée par Dominique Barjot & Lucien Bély

Dernières parutions

- Introduction aux discours coloniaux*
Norbert Dodille
- « C'est moy que je peins ». *Figures de soi à l'automne de la Renaissance*
Marie-Clarté Lagrée
- Des saints d'État ? Politique et sainteté au temps du concile de Trente*
Florence Buttay
& Axelle Guillausseau (dir.)
- Représenter le Roi ou la Nation ? Les parlementaires dans la diplomatie anglaise*
Stéphane Jettot
- L'Union du Trône et de l'Autel ? Politique et religion sous la Restauration*
Mathieu Brejon de Lavergnée
& Olivier Tort (dir.)
- Pierre Chaunu, historien*
Jean-Pierre Bardet, Denis Crouzet et Annie Molinié-Bertrand (dir.)
- Les Frères d'Eichtal. Gustave, saint-simonien et Adolphe, financier pionnier des chemins de fer*
Hervé Le Bret
- L'Entreprise et sa mémoire. Mélanges en l'honneur de Maurice Hamon*
Didier Bondue (dir.)
- La Faveur et la Gloire. Le maréchal de Bassompierre mémorialiste (1579-1646)*
Mathieu Lemoine
- Chrétiens et Ottomans de Malte et d'ailleurs*
Alain Blondy
- Le Corps des esclaves de l'île Bourbon. Histoire d'une conquête*
Prosper Ève
- Les Maîtres du comptoir : Desgrand père & fils. Réseaux du négoce et révolutions commerciales (1720-1878)*
Jean-François Klein
- Frontières religieuses dans le monde moderne*
Francisco Bethencourt
& Denis Crouzet (dir.)
- La Politique de l'histoire en Italie. Arts et pratiques du réemploi (xive-xiive siècle)*
Caroline Callard, Élisabeth Crouzet-Pavan & Alain Tallon (dir.)
- Les Habsbourg et l'argent. De la Renaissance aux Lumières*
Jean Bérenger
- Cités humanistes, cités politiques (1400-1600)*
Denis Crouzet, Élisabeth Crouzet-Pavan & Philippe Desan (dir.)
- Histoire du multilatéralisme. L'utopie du siècle américain de 1918 à nos jours*
Régine Perron
- Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (xixe-xxie siècle)*
From precious metal to mass commodity (19th-21st century)
Dominique Barjot
& Marco Bertilorenzi (dir.)
- Les Stratégies de l'échec. Enquêtes sur l'action politique à l'époque moderne*
Marie Barral-Baron, Marie-Clarté Lagrée & Mathieu Lemoine (dir.)
- Partager le monde. Rivalités impériales franco-anglaises (1748-1756)*
François Ternat

Mathieu Dubois & Renaud Meltz (dir.)

De part et d'autre du Danube

L'Allemagne, l'Autriche et les Balkans,
de 1815 à nos jours

Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Paul Bled



Ouvrage publié avec le concours de l'UMR 8596 Centre Roland Mousnier,
et du Conseil scientifique de l'université Paris-Sorbonne

Les PUPS, désormais SUP, sont un service général
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2015
ISBN de l'édition papier : 978-2-84050-997-4

Mise en page : Emmanuel Marc DUBOIS, Issigeac
d'après le graphisme de Patrick VAN DIEREN

Version numériques et tirés-à-part :
© Sorbonne Université Presses, 2022
Adaptation numérique : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

sup@sorbonne-universite.fr

sup.sorbonne-universite.fr

SECONDE PARTIE

**L'Allemagne de Jean-Paul Bled :
de la Confédération germanique
à la République de Berlin**

De la République de Weimar
au III^e Reich

DU POIDS DE L'INTÉRÊT MATÉRIEL
DANS L'ADHÉSION AU NAZISME.
RÉFLEXIONS AUTOUR DES THÈSES DE GÖTZ ALY, À TRAVERS
LE CAS DE LA POLITIQUE D'AIDE SOCIALE DE LA SS

David Gallo

Comment analyser les ressorts de l'adhésion au nazisme ? Parmi les nombreuses réflexions que les historiens ont développé en réponse à cette question depuis 1945, la piste tracée par l'historien allemand Götz Aly est assurément l'une des plus provocantes et stimulantes. En 2005, Aly publia un ouvrage remarqué dans lequel il défendait la thèse selon laquelle la politique économique et sociale du Troisième Reich, guidée par la volonté de s'assurer le soutien des membres de la « communauté du peuple », en leur garantissant un niveau de vie élevé, et rendue possible par l'expropriation des juifs et le pillage des pays conquis, constituerait le principal facteur expliquant la capacité du régime hitlérien à s'assurer un important assentiment populaire¹. La thèse d'Aly – Hitler aurait « acheté les Allemands », comme le résuma le titre de la traduction française du livre – fit polémique. À la controverse scientifique sur certains des chiffres avancés par l'auteur à l'appui de sa démonstration vint s'ajouter l'accusation de « matérialisme étroit² », attisée par les déclarations volontiers provocatrices d'Aly, qui tendait à présenter sa thèse comme une explication monocausale³. La tempête est aujourd'hui retombée. S'il n'a vraisemblablement pas apporté une réponse unique et définitive à la question de savoir « comment cela a-t-il pu arriver ? », Aly a le mérite d'avoir soulevé la question du rôle que le bien être matériel et les avantages sociaux ont joué dans l'adhésion au nazisme, question dont la recherche ne pourra plus à l'avenir faire l'économie. Le temps

1 Götz Aly, *Comment Hitler a acheté les Allemands*, Paris, Flammarion, 2005 (éd. originale : *Hitlers Volksstaat. Raub, Rassenkrieg und Nationaler Sozialismus*, Frankfurt am Main, Fischer, 2005. Nous citons d'après l'éd. allemande en poche, Frankfurt am Main, S. Fischer Taschenbuch Verlag, 2006).

2 On doit l'expression à l'historien Hans-Ulrich Wehler, « Engstirniger Materialismus », *Der Spiegel*, 4 avril 2005.

3 La postface rédigée par Aly à l'édition allemande fournit un résumé, précieux en dépit de sa nature polémique, des différents arguments échangés lors de la controverse : G. Aly, *Hitlers Volksstaat*, *op. cit.*, p. 365-401.

semble maintenant venu de s'interroger sur l'usage que l'on peut faire de la problématique qu'Aly a définie pour éclairer tel ou tel aspect de la politique du Troisième Reich.

224

L'histoire de la SS peut constituer à la fois un champ d'étude dans lequel le questionnement soulevé par l'historien allemand peut être particulièrement éclairant, et un cas empirique intéressant pour tester la validité de ses thèses. Ne pourrait-on pas en effet être tenté de penser que, s'il y a un cas dans lequel le bien être matériel et les avantages sociaux n'ont pas dû jouer un rôle décisif dans l'attractivité du nazisme, c'est bien celui de l'organisation dirigée par Himmler, qui se vantait de rassembler l'élite du mouvement hitlérien, et qui se réclamait des vertus du fanatisme idéologique, de la fidélité inconditionnelle, de l'engagement extrême et du sacrifice ultime ? Pourtant, l'examen des archives des services sociaux de la SS⁴ et de certains travaux qui les éclairent conduisent à réviser cette hypothèse. En retraçant les grandes lignes de la politique de soutien matériel et d'assistance sociale que la SS s'est attachée tout au long de son existence à mettre en place à l'attention de ses hommes, nous montrerons que les responsables de cette politique l'ont instrumentalisée et ont su, à travers elle, jouer sur la corde de l'intérêt pour susciter l'adhésion des militants et soldats aux buts du « Corps Noir ».

L'ATTRAIT D'UN DISCOURS ET D'UNE PRATIQUE « SOLIDARISTES » LORS DE LA PHASE DE CONQUÊTE DU POUVOIR

Avant même l'arrivée d'Hitler au pouvoir, les formes d'assistance sociale offertes aux militants adhérant à la SS apportèrent vraisemblablement une contribution de poids à l'attractivité de l'organisation.

En effet, malgré la dimension élitiste qui faisait la spécificité de son idéologie au sein de la nébuleuse nazie, la SS ne cessa jamais de développer, à l'instar de l'ensemble du mouvement hitlérien et des différents groupes ultranationalistes et paramilitaires nés après 1918 que celui-ci avait su absorber, un discours prônant une forme de solidarité et d'entraide. Ce discours avait pour point cardinal l'idéal de « camaraderie » (*Kameradschaft*), inlassablement promue et ancrée dans un récit mythique de la Grande Guerre, selon lequel l'expérience du front de 1914-1918 était supposée avoir forgé entre Allemands de toutes origines

4 Principalement les archives de l'office pour les pensions et l'assistance sociale SS (*Versorgungs und Fürsorgeamt-SS*) : Bundesarchiv Berlin (BArch), NS2/248, 252 ; NS31/352, 371 ; ainsi que les documents de l'état-major personnel de Himmler concernant les questions d'aide sociale : BArch, NS19/287, 1607, 1964, 2374, 2599, 3613.

géographiques et sociales des liens fraternels, et semé ce faisant les germes d'une éthique de solidarité amenée à régénérer la société entière⁵.

Cette rhétorique solidariste était d'autant plus attractive qu'elle ne correspondait pas seulement à une perspective pour l'avenir, mais aussi à une pratique sociale du présent. Au cours des « années de lutte pour le pouvoir » (*Kampfzeit*) du mouvement nazi, la SS formait une contre-société et une communauté qui s'engageait, en l'échange de l'engagement de ses membres et de leur adhésion à ses valeurs, à leur garantir une aide et une protection tangibles. Les pratiques de l'organisation dirigée depuis 1929 par Himmler étaient sur ce point tout à fait analogues à celles de la SA. Tout comme les « chemises brunes », le « Corps Noir » ouvrit des « foyers SS » (*SS Heime*) organisés sur le modèle de la caserne comportant dortoirs et cuisines, et qui servirent de lieu d'accueil aux militants dans le besoin⁶. Les travaux de l'historien Sven Reichardt sur la SA – dont on peut transposer ici les conclusions à la SS – ont bien montré l'importance de ces foyers, non seulement du point de vue de l'entraînement paramilitaire, mais aussi de l'assistance sociale. L'entraide entre « camarades » – en particulier envers ceux qui connaissaient le chômage – y était systématiquement encouragée et organisée par la hiérarchie⁷. Le mouvement nazi prenait également soin de ses hommes lorsque ceux-ci étaient amenés à se mettre en danger du fait de leur engagement – les membres de la SS, particulièrement exposés, étaient ainsi tenus, tout comme leurs congénères des SA, de verser chaque mois une cotisation à la « caisse de secours de la NSDAP » (*Hilfskasse der NSDAP*), un système d'assurance interne au parti créé en 1930 et qui leur offrait une couverture en cas d'accident, de blessure ou d'emprisonnement au service du mouvement⁸. À l'heure de la grande crise économique et du chômage de masse, la SS offrait donc à ses hommes non seulement une forme de socialisation et d'insertion dans un groupe, mais aussi un soutien matériel très concret. Militier permettait d'échapper au désœuvrement et à la marginalisation sociale, mais aussi tout simplement, dans une certaine mesure, au besoin. Ainsi, dès avant 1933, les responsables de la SS surent utiliser l'assistance sociale et

- 5 L'historien Thomas Kühne a bien mis en évidence le lien entre la culture de guerre et l'expérience de 1914-1918, dans laquelle la notion de camaraderie soldatesque occupait une place centrale, et les représentations solidaristes développées par des idéologues nazis. Voir T. Kühne, *Kameradschaft. Die Soldaten des nationalsozialistischen Krieges und das 20. Jahrhunderts*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2006.
- 6 Bastian Hein, *Elite für Volk und Führer? Die Allgemeine-SS und ihre Mitglieder 1925-1945*, München, Oldenbourg, 2012, p. 64-65.
- 7 Sven Reichardt, *Faschistische Kampfbünde: Gewalt und Gemeinschaft im italienischem Squadristismus und in der deutschen SA*, Köln, Böhlau, 2002, p. 435-476.
- 8 Stefan Laube, « Hilfskasse statt Versicherung. Die NSDAP und das „Wagnis Machtergreifung“ (1926-1933) », *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte*, vol. 44/2, 1999, p. 196-217.

matérielle comme un moyen de cultiver la cohésion du groupe militant et d'y attirer de nouvelles recrues.

La part importante des chômeurs dans les rangs de la SS en dit long sur l'importance de ces dispositifs de solidarité. Dans la thèse qu'il a publiée en 2012, l'historien Bastian Hein estime qu'il n'y a pas de raison de penser que les sans emplois aient occupé dans la SS une proportion très différente de celle qu'ils représentaient dans la SA – jusqu'à 50 % des militants en 1932. À rebours d'une historiographie qui a longtemps présenté la SS comme une organisation dominée par les classes moyennes et supérieures, par opposition à une SA plébéienne, Hein montre que la différence entre ces deux formations a été grandement exagérée, d'autant que les « chemises brunes » ont constitué l'un des plus importants viviers de recrutement du « Corps Noir ». Si celui-ci a effectivement recruté au sein de l'élite allemande, il n'en comptait pas moins une majorité de militants à la sociologie très proche de celle de la SA⁹. Dans ce contexte, il y a fort à parier que la perspective socialement inclusive qu'offrait le militantisme sous les ordres de Himmler ne fut pas pour rien dans la décision prise par beaucoup d'hommes de rejoindre la SS, dont les effectifs passèrent de quelques centaines de membres en 1929 à plus de 50 000 en janvier 1933. C'était vraisemblablement enjoliver significativement la réalité que d'affirmer, ainsi que le fit en 1931 Kurt Daluge, chef de la SS de Berlin, que le « côté matériel » ne jouait aucun rôle dans l'engagement des officiers SS¹⁰.

226

RÉCOMPENSER L'ÉLITE. AIDE SOCIALE ET ADHÉSION IDÉOLOGIQUE DURANT LA PHASE DE STABILISATION DU RÉGIME

La mise en œuvre de mécanismes d'assistance sociale et de soutien matériel, qui avait joué un rôle important dans l'attractivité du mouvement nazi durant les années de crise économique et de lutte pour le pouvoir, conserva toute son importance après 1933. Afin de consolider son assise, le régime hitlérien dut alors déployer tous ses efforts pour créer l'impression que la promesse quasi eschatologique d'une société solidaire et opulente était en train de se concrétiser. Le nouveau gouvernement du Reich n'hésita pas à mener une politique dépensière et de plus en plus condamnée à aller dans le mur afin de convaincre les Allemands qu'Hitler avait gagné la « bataille pour l'emploi » et réalisé un miracle économique – illusion indispensable pour recueillir le

9 B. Hein, *Elite für Volk und Führer?*, op. cit., p. 150-164, 205 et 209 ; sur la composition sociale de la SA, voir S. Reichardt, *Faschistische Kampfbünde*, op. cit., p. 310-323.

10 Protocole sur une réunion des chefs de la SS, 13-14 juin 1931 : BArch, NS19/1934, p. 95-105, p. 109-113.

soutien populaire¹¹. Les mesures d'aides dont bénéficièrent les SS s'inscrivaient dans la même logique, d'autant plus accentuée qu'il s'agissait pour le régime de récompenser ceux qui s'étaient sacrifiés pour la cause nazie durant la « période de lutte », et de contenter une base militante particulièrement importante, le « Corps Noir » étant devenu, après la liquidation politique de la SA à l'été 1934, l'un des principaux piliers du régime.

Entre 1933 et 1935, la SS mit en place un véritable appareil chargé d'administrer l'aide sociale et l'assistance qu'elle prodiguait à ses hommes – ce processus correspond à la chronologie d'ensemble de l'évolution de l'organisation, qui traversait alors une phase de restructuration consécutive à la croissance rapide qu'elle avait connue jusqu'alors. Des responsables des questions d'aide sociale (*Fürsorgereferenten*) furent nommés à tous les échelons du maillage territorial de la SS, des grandes circonscriptions régionales (*SS-Oberabschnitte*) jusqu'aux unités et cellules de militance locale¹². Des structures chargées de prodiguer aux militants sans travail une formation professionnelle furent également ouvertes, les plus notables étant les camps d'œuvre sociale de secours de la SS (*SS-Hilfswerklager*) situés à Schleissheim près de Munich et à Sankt Georgen en Forêt noire¹³. Au printemps 1935, un département central responsable de l'assistance sociale (*Abteilung A4 –Fürsorge*), chargé de chapeauter le travail de ces différentes antennes locales, fut créé au sein du SS-Hauptamt, l'« office principal » de l'administration SS¹⁴, sous la direction de Hermann Haertel, juriste de formation et ancien responsable d'un bureau de l'agence pour l'emploi, entré à la SS en 1933¹⁵.

La situation précaire de bien des membres de la SS après 1933 explique sans doute la nécessité de telles mesures. Rappelons en effet que, durant les années 1930, c'est l'*Allgemeine-SS* (« SS générale »), branche civile de l'organisation, qui fournissait près de 94 % des effectifs de celle-ci¹⁶. Contrairement aux hommes des formations militaires casernées de la SS, encore peu nombreuses, les militants de l'*Allgemeine-SS* ne se consacraient à leur service qu'à temps partiel et de façon bénévole (*ehrenamtlich*), en marge de leur vie civile et professionnelle, et ne touchaient pour leur action militante aucune solde ni revenu régulier. De surcroît, la majorité d'entre eux était loin de se recruter

11 Pour l'analyse historique la plus récente de cette politique, voir l'étude d'Adam Tooze, *Le Salaire de la destruction. Formation et ruine de l'économie nazie*, Paris, Les Belles Lettres, 2012.

12 Ordre du SS-Hauptamt (SS-HA), 21 avril 1936 : BArch, NS31/352, p. 28.

13 Voir notamment, ordre du SS-HA du 29 avril 1936 : BArch, NS31/352, p. 32.

14 SS-Befehlsblatt, 25 avril 1935, reproduit dans Rudolf Absolon, *Die Wehrmacht im Dritten Reich*, München, Haraldt Boldt/Oldenbourg, t. IV, 1998, p. 83.

15 Dossier personnel SS de H. Haertel : BArch/SSO Hermann Haertel.

16 Rapport statistique du 30 avril 1935 : BArch, NS19/1472, p. 2-3 ; l'*Allgemeine-SS* représentait alors 176 000 hommes sur les 188 000 que comptait au total la SS.

parmi les couches les plus aisées de la société – ainsi, selon les chiffres mis au jour par Bastian Hein, fin 1937, plus de 60 % des militants de la SS percevaient un revenu inférieur au salaire moyen d'un ouvrier qualifié¹⁷. Du point de vue économique et social, la majorité des hommes de Himmler étaient donc des Allemands comme les autres, tout aussi nécessiteux de l'aide de l'État que leurs concitoyens. Cependant, à la différence de ces derniers, leur appartenance à la SS leur garantissait justement, en plus des prestations sociales que le Reich assurait à la masse des « camarades du peuple », le soutien d'une organisation qui se vantait d'être un « ordre » (*Orden*) n'abandonnant aucun de ses membres, la prétention élitiste de la SS la poussant à vouloir être, sur le terrain de la solidarité comme ailleurs, la pointe avancée du nazisme.

228

Durant la plus grande partie des années de paix, c'est la gestion des séquelles de la crise de 1929 qui constitua l'essentiel du travail de l'appareil d'assistance sociale SS. La réduction du chômage dans les rangs de la SS constituait la première de ses priorités. Dès juin 1933, une loi accorda aux membres de la SA et de la SS la priorité dans l'attribution de nouveaux emplois¹⁸, mesure présentée comme le remerciement de la patrie pour les sacrifices faits par les militants au service de la « révolution nationale ». Les purges de la fonction publique, les programmes de création de travail lancés en 1933, ainsi que, dans des proportions plus réduites, la possibilité d'obtenir l'un des postes à plein temps et salariés (*hauptamtlich*) créés dans l'encadrement de la SS elle-même permirent à de nombreux militants de se trouver ainsi une situation. Les responsables des questions d'aide sociale en poste dans les unités furent chargés d'assister de près leurs camarades dans la recherche d'un travail, et d'assurer une liaison étroite avec les agences pour l'emploi locales, la SS transmettant ainsi régulièrement à ses hommes des offres d'emplois les plus diverses¹⁹. Les camps de formation professionnelle de la SS dispensèrent des enseignements permettant aux militants d'obtenir un emploi. Au cours de l'année 1937, des formations de fonctionnaires des douanes ou de gendarmes furent ainsi organisées et des postes correspondants réservés en priorité pour les militants SS²⁰, diverses unités d'auxiliaires de police servant encore de débouchés pour ceux d'entre eux qui ne pouvaient trouver une place dans le civil. Ce programme de réduction du chômage porta très largement ses fruits – selon les calculs de Bastian Hein, la proportion de sans emplois dans la SS tomba à 3 % fin 1936, puis pratiquement à zéro en 1938²¹.

17 B. Hein, *Elite für Volk und Führer?*, op. cit., p. 209.

18 *Ibid.*, p. 206.

19 Voir différents documents mentionnant les emplois proposés par le SS-HA pour les années 1936-1938 : BArch, NS31/352, p. 61, 69, 87, 94 et 107.

20 Ordres du SS-HA, 10 mai 1937 et du 2 juillet 1937 : BArch, NS31/352, p. 56 et 58.

21 B. Hein, *Elite für Volk und Führer?*, op. cit., p. 208.

Comme le note encore l'historien allemand, cela signifie que les membres de la SS disposèrent tout au long des années 1930 d'un avantage non négligeable sur le marché du travail – ainsi en 1936, le taux de chômage officiel en Allemagne était encore de 7,3 % (le taux réel étant assurément plus élevé, compte tenu des manipulations statistiques utilisées par le pouvoir).

À cet accès privilégié à l'emploi vint s'ajouter, pour les membres du « Corps Noir », un certain nombre de prestations et de facilités matérielles diverses. La SS négocia ainsi pour ceux de ses hommes les plus dans le besoin la distribution systématique de vêtements prélevés sur les collectes réalisées par l'œuvre du secours d'hiver (*Winterhilfswerk*)²². Elle fournit également si nécessaire des allocations et aides financières ponctuelles garanties sur ses fonds propres²³. Des séjours de cure de repos et de vacances gratuites ou à très bon marché²⁴ furent encore mis à disposition des militants et de leurs familles. De tels avantages n'étaient pas négligeables dans une société qui, en dépit des discours triomphalistes du régime, demeurait touchée par une grande précarité, les salaires et le pouvoir d'achat stagnant tout au long des années 1930 et peinant à retrouver le niveau d'avant la crise, tandis que les pénuries et le rationnement de certains produits demeuraient des réalités quotidiennes. Appartenir à la SS, élite autoproclamée de la nouvelle Allemagne, ouvrait ainsi la porte à un certain nombre de privilèges – fussent-ils minimes dans le cas de simples militants de la base – qui avantageaient les hommes de Himmler par rapport à leurs « camarades du peuple », et offrait la garantie de bénéficier de réseaux d'assistance particulière et d'une certaine sécurité matérielle. En suscitant chez les militants de la SS un sentiment de gratitude envers l'organisation, les prestations sociales et les avantages matériels pouvaient contribuer à renforcer leur loyauté et à cimenter leurs convictions idéologiques.

Dans d'autres cas cependant, le lien entre l'aide accordée par la SS et l'adhésion idéologique était moins indirect et plus explicite. Il en va ainsi de la politique d'assistance aux familles développée par le « Corps Noir », inséparable de l'obsession démographique présente dans l'idéologie de l'organisation, qui entendait régénérer le peuple allemand à la fois qualitativement, en favorisant les mariages entre individus au pedigree racial irréprochable, et quantitativement, en encourageant ses militants à atteindre l'objectif de quatre enfants par famille au moins. Pour réaliser ce but, Himmler fonda en décembre 1935 l'association *Lebensborn* (« source de vie »), qui assurait le versement de pensions aux familles nombreuses de militants du SS, et gérait sept maternités ouvertes aux

22 Ordre du SS-HA, 16 novembre 1936 : BArch, NS31/352, p. 43.

23 Ordre du SS-HA, 29 mai 1936 : BArch, NS31/352, p. 36.

24 Ordres du SS-HA des 24 et 26 avril 1936 : BArch, NS31/352, p. 30, p. 37.

épouses des militants et surtout à des jeunes filles de tombées enceintes en dehors des liens du mariage que la SS entendait sauver de l'avortement en leur offrant la possibilité d'une grossesse abritée de l'opprobre sociale. Sous des dehors d'institution sociale, fruit du principe de solidarité car financée par des contributions obligatoires payées par tous les membres de la SS et plus élevées pour ceux qui n'avaient pas d'enfants, le *Lebensborn* avait pour but direct de convertir les militants à des principes idéologiques contraires à la morale traditionnelle²⁵. Il apparaît ici clairement que les avantages accordés aux militants n'étaient jamais séparables de l'effet « éducatif » (*erzieherisch*) que la hiérarchie de l'organisation comptait en tirer.

PRÉSERVER LE MORAL DES TROUPES ET CONQUÉRIR LES CŒURS.

LA PRATIQUE DE L'AIDE SOCIALE EN TEMPS DE GUERRE

230

Après 1939, lorsque le centre de gravité de la SS se déplaça rapidement de sa branche civile vers les unités militaires de la *Waffen-SS*, aux effectifs en constante augmentation (d'à peine 23 000 fin 1938 à environ 800 000 en 1945), la politique d'assistance sociale du « Corps Noir » fut amenée à jouer un rôle plus important encore que durant les années de paix dans le maintien de la cohésion de l'organisation et du moral de ses membres.

Les sources internes à la hiérarchie de la SS montrent bien en effet que ses responsables avaient pleinement conscience de l'importance que revêtaient l'aide sociale et l'assistance matérielle aux soldats comme instruments au service de la conduite psychologique de la guerre. Il s'agissait avant tout de maintenir à tout prix le moral des troupes – le constat fait au sommet de la SS rejoignait en cela l'analyse que partageait l'ensemble des instances dirigeantes du Reich, échaudées, comme le souligne Götz Aly, par le rôle que l'absence de mesures sociales suffisantes à l'attention des soldats et de leurs familles avait pu jouer dans l'effondrement de 1918²⁶. Pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise, il fallait donc attacher le plus grand soin à répondre autant que possible aux inquiétudes des hommes du front quant à leur situation matérielle et surtout à celle de leurs familles laissées à l'arrière, impératif que de nombreux rapports remontant du terrain ne cessèrent de rappeler à l'administration centrale de

25 Voir les études de Georg Lilienthal, *Der "Lebensborn e.V.": Ein Instrument nationalsozialistischer Rassenpolitik*, Frankfurt am Main, S.Fischer Taschenbuch Verlag, 2003 ; et Volker Koop, *"Dem Führer ein Kind schenken". Die SS-Organisation Lebensborn e.V.*, Köln, Böhlau, 2007.

26 G. Aly, *Hitlers Volksstaat*, op. cit., p. 86-90.

la SS²⁷. Pour mieux informer les troupes et donc les rassurer, les mesures d'aide sociale adoptées par la hiérarchie firent également l'objet d'une promotion régulière au sein des fascicules et publications idéologiques produites et diffusées dans la troupe par le « Corps Noir ».

Cependant, la politique d'aide sociale ne devait pas seulement contribuer, dans les calculs des responsables de la SS, à reconforter et apaiser les esprits. Elle pouvait avoir une utilité plus proprement politique encore, et servir à gagner les cœurs des soldats. Ainsi fut mise en avant, à l'intérieur de la SS, l'idée que les prestations sociales garanties par l'organisation pouvaient contribuer à attirer des volontaires – un rapport remis à Himmler début 1944 affirmait par exemple que le recrutement de volontaires européens était « tout simplement impensable sans une assistance sociale fonctionnant bien pour les parents de ces appelés, pour les blessés de guerre et les familles endeuillées²⁸ ». L'implication des officiers dans le règlement des problèmes sociaux que leur soumettaient leur subordonnés devait également contribuer à renforcer la loyauté des hommes envers la hiérarchie : « lorsque les affaires d'assistance sociale et les affaires familiales sont traitées de la bonne façon, des liens affectifs de gratitude et de respect se créent entre l'homme et son supérieur, qui sont d'une importance fondamentale pour la conduite de la troupe²⁹ » recommandait ainsi le commandement de la *Waffen-SS* en 1943. Enfin, la pratique de l'assistance sociale pouvait avoir une utilité « éducative » et constituer un argument propagandiste de poids afin de renforcer les convictions des troupes dans la justesse de la cause du Reich. En effet, permettre aux soldats de bénéficier de prestations sociales tangibles permettait de renforcer la crédibilité du discours idéologique tenu par la SS, qui mettait régulièrement en scène l'opposition entre les conquêtes sociales supposées du régime hitlérien et l'état de misère censé régner chez les adversaires « ploutocrates » ou « bolcheviques » de l'Allemagne, et expliquait la « haine » que ceux-ci vouaient au nazisme par leur crainte de voir celui-ci se poser en exemple révolutionnaire à suivre pour les populations du monde. Offrir aux hommes la plus grande sécurité sociale et matérielle possible, c'était les convaincre de la supériorité du Reich et de ses mesures sociales « uniques en leur espèce » et

27 Voir par exemple la lettre adressée par R. Brandt (chef de l'État-major personnel de Himmler) à un certain Dr. Pitzner (vraisemblablement à la rédaction de l'hebdomadaire de la SS *Das Schwarze Korps*), juin 1942 (date exacte illisible sur le document) : BArch, NS19/2374.

28 Mémoire de la cour des comptes du Reich, rapport sur les services d'assistance sociale de la SS daté de février 1944, sans date ni mention d'auteur précises : BArch, NS19/287, p. 30ff.

29 Règlement sur les fonctions des officiers des sections VI des État-majors des unités de la *Waffen-SS* (officiers d'instruction idéologique), *Verordnungsblatt der Waffen-SS*, 4. Jahrgang, Nr. 7, § 127 (1^{er} avril 1943) : BArch, N756/66a.

« exemple brillant pour l'ensemble du monde », et de la nécessité de lutter pour la « victoire du socialisme »³⁰.

L'appareil mis en place au milieu des années 1930 pour assurer la distribution de l'aide sociale sur le terrain connu durant les années de guerre un processus de réorganisation et de croissance. Dès novembre 1938, le département central d'assistance sociale mis en place en 1935 devint l'« office principal de l'aide sociale et des pensions » (*Hauptfürsorge und Versorgungsamt-SS* ou HFVA), autonome et directement subordonné à l'autorité de Himmler avec le statut d'une administration ministérielle³¹. Celui-ci coordonnait l'activité de quatre bureaux couvrant chacun une zone géographique, auxquels étaient subordonnés des officiers d'aide sociale (*SS-Fürsorgeführer*) basés dans chaque circonscription régionale de la SS, chapeautant à leur tour un réseau d'antennes locales³² – structure calquée sur celle qu'avait mis en place la Wehrmacht. Durant la guerre, un « office de l'étranger » (*Amt Ausland*) du HFVA fut mis en place afin d'étendre l'aide sociale aux « volontaires européens », chacun des pays fournisseurs de recrues se voyant affecter un officier d'aide sociale³³. Malgré les différentes réorganisations que subirent ces services, ceux-ci conservèrent jusqu'à la fin de la guerre l'essentiel de leur autonomie et de leurs prérogatives³⁴. Au sein des unités de terrain, ce sont les officiers d'instruction idéologique (officiers de la section VI des États-majors) qui se virent confier dès 1939 la mission de recueillir les doléances formulées par les soldats, et de faire la liaison avec les bureaux des régions ou pays de résidence de leurs familles³⁵. À l'automne 1944, la mise en place dans chaque unité d'un officier uniquement chargé du traitement des questions d'aide sociale (VIC) fut même décidée³⁶. Quoiqu'elle

232

30 Nous empruntons ces formules au plan du cours de formation idéologique dans la 17^e division SS, 24 mars 1944 : BArch, RS3/17-38, p. 47-53. On retrouve ces mêmes thèmes développés de façon récurrente dans la production discursive des services de formation idéologique (*SS-Hauptamt, Schulungsamt*) de la SS. Voir par exemple les fascicules : « Der Dollar rollt » (1942), « Amerikanismus, eine Weltgefahr » (1944), « SS Handblätter für den weltanschaulichen Unterricht. Thema 5 : Wir sind Sozialisten » (1944) : BArch, NSD 41/75, 41/118, 41/121.

31 R. Absolon, *Die Wehrmacht im Dritten Reich*, op. cit., p. 85.

32 Les listes d'affectations et de promotions des officiers en charge de l'aide sociale permettent de se faire une bonne idée de la structure de l'appareil : BArch, NS2/249 à 251 ; le rapport de la cour des comptes du Reich cité plus haut retrace les différentes évolutions de cette structure.

33 Voir par exemple l'ordre pour la création du poste de *Fürsorgeoffizier der Waffen-SS* pour les zones occupées de France, 28 avril 1943 : BArch, NS2/248, p. 26.

34 Sur ces réorganisations de 1942 et 1944, que nous ne retraçons pas ici en détail, voir BArch, NS19/287, NS19/1607.

35 Règlements sur les fonctions des officiers d'instruction idéologique datés du 2 novembre 1939 (BArch, SSO Hugo Stelzer), et du 1^{er} avril 1943 (BArch, N756/66a) ; les rapports d'activité réguliers des « sections VI » des unités, conservés aux archives fédérales militaires de Fribourg-en-Brisgau comportent systématiquement un inventaire des cas d'aides sociale traités.

36 Ordre du SS-HA, 22 septembre 1944 : BArch, NS31/282, p. 1-3.

n'ait pas été pleinement réalisée compte tenu du manque de personnel, cette mesure témoignait bien du fait que, à la veille de la chute du Reich encore, la SS continuait d'attacher la plus grande importance à ce que le réseau des structures en charge de l'assistance sociale fût à même de couvrir au plus près possible les besoins de chaque homme de troupe.

Les dispositions qui régissaient l'action de cet appareil et les services offerts aux soldats de la *Waffen-SS* étaient pour l'essentiel identiques à celles qui s'appliquaient à ceux de la Wehrmacht – l'égalité des droits sociaux entre les deux formations avait été établie par une série de décrets entre 1937 et 1939³⁷. Cependant, les responsables de la SS enjoignaient leurs subordonnés à ne pas s'en tenir à ce cadre légal, mais à s'« emparer tout particulièrement des cas qui ne sont pas couverts par les lois régissant l'assistance et les pensions », et à traiter les affaires « au plus vite » « même sans respecter la voie hiérarchique³⁸ ». Grâce à ces mesures les soldats du « Corps Noir » et leurs familles purent bénéficier d'une palette de prestations sociales qui leur garantissaient que leurs conditions de vie n'aient pas à souffrir excessivement des privations et de l'insécurité de la guerre.

Ils profitaient en effet d'une aide financière versée avec beaucoup de largesse. À la solde de chaque soldat venait s'ajouter une allocation pour l'entretien de la famille (*Familienunterhalt*), destinée à compenser la différence de revenus entre le temps de paix et le temps de guerre, ainsi qu'une large gamme d'indemnités supplémentaires : sommes allouées pour chaque enfant ou couvrant le paiement du loyer ou des impôts, les frais d'assurance ou de scolarisation, les dépenses de chauffage ou d'hospitalisation³⁹. Le montant des versements pouvait également être relevé de façon significative pour tenir compte de l'inflation⁴⁰. Comme l'a montré l'historien Christoph Rass, cette largesse financière permit non seulement à la plupart des familles des soldats de bénéficier d'un niveau de vie en temps de guerre plus élevé qu'il ne l'était dans la plupart des autres pays belligérants, et même à certaines d'accroître leur niveau de revenu⁴¹. En cas de mort au combat, une série d'indemnités était encore garantie aux parents

37 On trouvera le détail de ces mesures dans R. Absolon, *Die Wehrmacht im Dritten Reich*, op. cit., p. 84-85, ainsi que, du même auteur : *Die Wehrmacht im Dritten Reich*, op. cit., t. VI, 1995, p. 164-165.

38 Règlement pour les officiers d'instruction idéologique du 1^{er} avril 1943, voir *supra*, note 30.

39 Ces mesures sont par exemple détaillées dans les directives prises au printemps 1941 par les *Fürsorgeoffiziere* en poste aux Pays-Bas, en Belgique flamande et au Danemark : BArch, NS19/1954, p. 3-8 ; ainsi que dans le *SS-Leitheft*, le mensuel de formation idéologique distribué aux unités SS : anonyme, « Die Betreuung der im Einsatz befindlichen SS-Angehörigen und ihrer Familien », *SS-Leitheft*, 5. Jahrgang / 5a (octobre 1939).

40 Rapports de la 8^e division SS concernant le paiement des pensions aux recrues originaires de Hongrie, 9 juillet 1943 et 5 septembre 1943 : BArch, RS3/8-78, p. 20-22, p. 32-33.

41 Christoph Rass, « *Menschenmaterial* » : *Deutsche Soldaten an der Ostfront. Innenansichten einer Infanteriedivision 1939-1945*, Paderborn, Schöningh, 2003, p. 238-250.

endeuillés, ôtant ainsi au chef de famille toute inquiétude sur le sort des siens. À côté de cette aide économique, les familles des soldats bénéficiaient encore de certains avantages importants dans le domaine de l'éducation (places offertes aux enfants des SS dans certaines des plus prestigieuses des écoles d'élite ouvertes par le régime et dispenses du paiement de frais d'inscription universitaires pour les familles des hommes tués au combat⁴²), et surtout dans le domaine du logement. Les officiers furent chargés d'appuyer les soldats dans leurs demandes de relogement pour leurs familles, et les services de construction du « Corps Noir » furent mobilisés pour construire des logements pour les SS et leurs familles dans des zones abritées, dans le cadre du programme d'« habitations de fortune » (*Behelfsheime*) lancé en septembre 1943 par Hitler. La SS tâchait ainsi de libérer ses hommes d'une préoccupation devenue centrale pour beaucoup d'entre eux à partir de 1943 du fait de l'intensification des bombardements alliés sur l'Allemagne⁴³.

234

Des mesures furent également prises pour lutter contre les craintes que les hommes mobilisés pouvaient avoir sur leur propre futur après la guerre, qui avait entraîné l'interruption de leurs études ou la perte de leur emploi. Ainsi, dès le 1^{er} septembre 1939, le droit du travail garantit aux hommes mobilisés la possibilité de retrouver après la fin de leur période de service leur emploi du temps de paix⁴⁴. Une large offre de formation professionnelle fut mise en place sans attendre la fin des hostilités. Un office pour la formation professionnelle (*Amt Berufserziehung, Amt CIII du SS-Hauptamt*) de la SS fut créé en 1943⁴⁵, contrôlant quatorze sites de formation⁴⁶, qui délivraient des diplômes permettant aux recrues n'ayant pas bénéficié d'une éducation suffisante dans le civil d'entamer une carrière d'officier et d'accéder à l'université. Ils accueillèrent surtout un grand nombre d'invalides de guerre, auxquels le « Corps Noir » garantissait, en récompense de leur sacrifice, une orientation et une requalification professionnelle, soit dans des services militaires de l'arrière soit dans le civil⁴⁷. En liaison avec les différentes organisations éducatives du

42 Ordre du SS-HA du 20 décembre 1937 : BArch, NS31/352, p. 95 ; ordre de l'*Amt Fürsorge*, 29.12.1944 : BArch, NS2/252, p. 14.

43 Ordre de l'*Amt Fürsorge*, 28 juillet 1944 : BArch, NS2/252. Sur l'importance de l'impact des bombardements sur l'Allemagne sur le moral des troupes, voir Felix Römer, *Kameraden. Die Wehrmacht von innen*, München, Piper, 2012, p. 234-249.

44 Voir l'annonce faite dans le *SS-Leitheft* : anonyme, « Das Arbeitsverhältnis während der militärischen Dienstzeit », *SS-Leitheft*, 5. Jahrgang/6b. (novembre 1939).

45 Ordres du SS-HA, 8 février 1943 et du 29 septembre 1943 : BArch, NS31/96, p. 42 ; NS31/359, p. 3-4.

46 Listes des écoles gérées par le SS-HA/Amt CIII : BArch, NS31/189 ; organigramme de l'*Amt CIII* daté du 1^{er} juillet 1944 : BArch, N756/52a.

47 Archives de l'*Amt CIII* (BArch, NS31/359), voir aussi les protocoles des interrogatoires d'Otto Borst, chef de l'*Amt CIII* dans le cadre des procès de Nuremberg : Archives de l'Institut für Zeitgeschichte de Munich : IFZ, ZS-0843.

Troisième Reich, de nombreuses activités d'enseignement furent également organisées au sein même des unités de la *Waffen-SS*, à l'arrière et parfois même au front : des cours de langue, des enseignements de rattrapage scolaire et de formation professionnelle étaient proposés, le plus souvent sous forme de groupes de travail hebdomadaires, appuyés par de nombreux fascicules et films éducatifs⁴⁸. Quand bien même elles n'eussent pas totalement empli leur objectif de convaincre les hommes de la sollicitude de l'État nazi à leur égard, ces activités constituaient au moins une thérapie d'occupation préservant les soldats du désœuvrement, et limitant du même coup le temps de la réflexion critique – elles rejoignaient en cela les pléthoriques activités de divertissement culturel (projection cinématographiques ou représentations de spectacles, fourniture de livres et de journaux) organisées dans la troupe jusque dans les derniers mois de la guerre, que le présent article laisse de côté car elles ne relevaient pas *stricto sensu* de l'aide sociale, mais qui, en montrant aux soldats qu'ils n'étaient pas abandonnés et en encourageant chez eux l'escapisme, visaient elles aussi à stabiliser le moral des troupes⁴⁹.

Ces différentes mesures sociales eurent-elles l'effet stabilisateur escompté par les responsables de la SS ? Il semble que l'on puisse, sans trop s'avancer, répondre à cette question par l'affirmative. Il n'est certes pas possible de mesurer l'influence de l'assistance sociale sur la psychè des troupes, ni de quantifier son poids par rapport à d'autres éléments déterminant le comportement de celles-ci tels que le degré de conviction idéologique des hommes ou encore le recours à une discipline dure. Il y a fort à parier cependant que ce poids fut considérable, et l'on s'en aperçoit en examinant les cas dans lesquels l'aide sociale habituellement garantie vint à manquer. En novembre 1942 par exemple, alors que le paiement des allocations dues aux familles des recrues issues des communautés d'Allemands ethniques de Hongrie se trouvait momentanément bloqué, un rapport transmis à Himmler signalait que : « les commandants des divisions SS "Reich", "Nord" et de la division de cavalerie portent sur l'ambiance qui règne dans la troupe du fait de l'incertitude pesant sur la position des familles des recrues un jugement tel qu'ils déclinent toute responsabilité sur le moral de leur division au combat », et pointait « le danger d'une désintégration de la discipline dans la troupe dû au constat [que les familles touchent] des pensions insuffisantes »⁵⁰. La capacité de la SS à résoudre de telles situations et

48 Voir notamment les directives du 22 octobre 1942 encadrant l'activité du *Deutsches Volksbildungswerk* (« l'œuvre allemande pour l'éducation populaire ») dans la troupe : BArch, NS31/353, p. 22-27.

49 Sur ces aspects, voir la monographie de Frank Vossler, *Propaganda in die eigene Truppe. Die Truppenbetreuung in der Wehrmacht 1939-1945*, Paderborn, Schöningh, 2005.

50 Compte rendu d'une réunion entre les représentants de différents offices de la SS en date du 12 novembre 1942 : BArch, NS19/3613.

à garantir à ses membres et à leurs familles, presque jusqu'au bout – les services en charge de l'aide sociale semblent avoir encore fonctionné pleinement fin 1944 –, une certaine sécurité sociale et une aisance peut-être réduites, mais certes pas négligeables dans le contexte de la guerre, contribua très certainement pour beaucoup à éviter une telle désintégration.

236

L'histoire de la politique sociale de la SS permet ainsi de conclure que, l'intérêt matériel de ses membres et l'attention attachée par la hiérarchie à le satisfaire, constituèrent, à chaque étape du développement de l'organisation, des facteurs importants dans l'attrait et la cohésion de celle-ci. En définitive, l'application au cas de la SS du paradigme « matérialiste » proposé par Götz Aly pour comprendre l'adhésion au nazisme nous paraît donc s'avérer particulièrement fructueuse. L'analyse des préoccupations matérielles apparaît – à la condition que l'on se garde d'en faire de une explication monocausale qui diminuerait le poids d'autres facteurs (et notamment de l'idéologie) dans l'engagement des militants nazis – comme un élément important à prendre en compte pour comprendre l'attrait du mouvement hitlérien et la forte résilience du régime. Loin d'être aisément différenciables et mutuellement exclusifs, intérêt matériel et convictions se renforçaient très vraisemblablement l'un l'autre. Enfin, le fait que ce ne soit pas seulement pour gagner le consentement de la grande masse de la population, mais même pour s'assurer la loyauté de la SS, l'organisation qui se prétendait son élite idéologique, que le régime nazi ait attaché jusqu'au bout la plus grande importance à jouer sur la corde sensible de la sécurité sociale et des avantages matériels, ne peut conduire qu'à souligner plus encore la validité et la valeur heuristique de la thèse d'Aly.

Nous n'avons pas appliqué ici à l'analyse de la politique redistributive de la SS le second aspect, tout aussi essentiel, mis en évidence par le travail d'Aly, à savoir le lien intime entre les largesses octroyées par le Troisième Reich à ses citoyens et le pillage systématique des biens matériels des catégories de population désignées comme ennemies par le régime, au premier rang desquelles les Juifs – car les archives des organes centraux chargés de l'assistance sociale au sein de l'administration SS comportent sur ce point trop peu de documents pour donner des informations précises. Malgré la minceur des sources, il ne fait cependant guère de doute que le lien entre aide sociale et « aryanisation » des biens était tout aussi organique et central pour l'assistance délivrée par la SS à ses hommes qu'il ne l'était pour le reste du régime, ce qu'un cas au moins dans les archives de l'« office principal de l'aide sociale et des pensions » montre de façon claire. En novembre 1942, devant le manque de devises hongroises pour financer le paiement des allocations dues aux familles des recrues issues de ce pays, le *Sicherheitsdienst* (SD) proposa à Himmler de se procurer l'argent

nécessaire aux dépens de certains juifs fortunés. Puisqu'il n'était pas possible dans les circonstances présentes (probablement parce qu'il eût fallu avoir l'autorisation du gouvernement hongrois) de « transformer en liquidités » les biens que des juifs de nationalité allemande avaient accumulés en Hongrie, le SD suggérait purement et simplement de faire chanter des « juifs âgés » et fortunés de nationalité slovaque, en leur proposant d'échanger la possibilité d'émigrer contre de grasses sommes payées en *pengö*, la monnaie hongroise, qui viendraient ensuite garnir la caisse d'aide sociale de la *Waffen-SS* – un procédé analogue employé aux Pays-Bas avait, en échange de quelques dizaines de visas, rapporté plusieurs millions de francs suisses⁵¹. Loin de se borner à la corruption et au vol – par ailleurs couramment pratiqués –, l'exploitation de la persécution était ainsi une composante intrinsèque du système d'aide sociale. Et l'argent des allocations versées aux familles des membres du « Corps Noir » était directement extorqué à leurs victimes.

51 Rapport du SD remis à Himmler en date du 24 novembre 1942 : BArch, NS19/3616.

PRÉSENTATION DES AUTEURS

Dominique Barjot

Professeur d'histoire économique contemporaine à l'université Paris-Sorbonne, directeur adjoint du Centre Roland Mousnier (UMR 8596). Ancien président de l'Association française d'histoire économique, il est l'auteur de nombreux ouvrages ou articles de revue, parmi lesquels, récemment : *La Grande Entreprise française de Travaux Publics*, Paris, Economica, 2006 ; (dir.), « Où va l'histoire des entreprises ? », *Revue économique*, 58, n° 1, janvier 2007 ; (dir.), *Deux guerres totales 1914-1918 ; 1939-1945. La mobilisation de la nation*, Paris, Economica, 2011 ; « Les entreprises françaises d'ingénierie face à la compétition internationale », *Entreprises et histoire*, 71, juin 2013 ; avec Harm G. Schroeter (dir.), « Economic Cooperation Reconsidered », *Revue économique*, 64, novembre 2013 ; *Bouygues. Les ressorts d'un destin entrepreneurial*, Paris, Economica, 2014 ; avec Jean-Pierre Chalineet André Encrevé, *La France au XIX^e siècle 1814-1914*, Paris, PUF, 2014 ; avec Michel Figeac (dir.), *Citoyenneté, république et démocratie en France de 1789 à 1889*, Paris, Armand Colin/SEDES, 2014 ; « The Construction Industry in the XXth Century: an International Interfirm Comparison », *Revue française d'histoire économique – The French Economic History Review*, n° 1, septembre 2014 ; avec Harm G. Schroeter (dir.), « La circulation de l'information et des connaissances », *Entreprises et histoire*, 75, juin 2014 ; avec Marco Bertilorenzi (dir.), *Aluminium. Du métal de luxe au métal de masse (XIX^e-XX^e siècle) – From Precious Metal to Mass Commodity (19th-21st century)*, Paris, PUPS, 2014 ; « Cartels et régulation des crises », *Entreprises et histoire*, 75, septembre 2014.

Dušan T. Bataković

Historien et diplomate serbe, docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne. Actuellement directeur de l'Institut des études balkaniques de l'Académie serbe des sciences et des arts de Belgrade. Il a été ambassadeur de Serbie en Grèce, au Canada et en France. Il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages sur l'histoire de la Serbie, de l'ex-Yougoslavie et des Balkans, dont *Kosovo. Un conflit sans fin?*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2008 ; (dir.), *La Serbie et la France. Une alliance atypique*, Beograd, Institut des études balkaniques, 2010 ; et *Les Sources françaises de la démocratie serbe*, Paris, CNRS éditions, 2013.

Zoltan Bécsi

Après des études dans les universités de Genève et d'Oxford et sa thèse de doctorat à l'HEID de Genève en Histoire des relations internationales sur la diplomatie secrète et le combat des peuples d'Europe centrale pour une confédération en Europe centrale (*Forbiden Federalism, 1918-1921*), il s'est intéressé à la géopolitique (*Le Projet géopolitique de la France pour l'Europe centrale dans les années 1920 et son échec*) et a récemment entrepris des recherches sur la question de la souveraineté (en préparation : *De l'Empire à la Fédération, l'héritage impériale de la Fédération et de l'Union européenne* et *The Order of Malta. From Territoriality to Sovereignty*).

Stéphanie Burgaud

Ancienne élève de l'ENS, docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne, maître de conférences à l'IEP de Toulouse. Ses recherches portent sur l'histoire allemande, l'histoire russe et les relations internationales au XIX^e siècle. Elle a publié *La Politique russe de Bismarck et l'unification allemande. Mythe fondateur et réalités politiques*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2010, et, plus récemment, *L'Europe dans la construction politique et identitaire russe*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2013.

352

Mathieu Dubois

Agrégé et docteur en histoire de l'université Paris-Sorbonne et de l'Universität Augsburg (Allemagne). Ancien *Fellow* du *Zentrum für Zeithistorische Forschung* (Potsdam), il est actuellement coordonnateur du programme franco-allemand ANR-DFG « Les évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand (1939-1945) ». Il est chargé d'enseignements à l'université Paris-Sorbonne. Il a notamment publié *Génération politique : les années 1968 dans les jeunesse des partis politiques en France et en RFA*, Paris, PUPS, 2014 (mention spéciale du Prix de thèse du Sénat).

David Gallo

Ancien élève de l'ENS-LSH (Lyon), agrégé et docteur en histoire, ATER à l'université Paris-Sorbonne ; il a soutenu en 2014 une thèse sur *La Fabrique de l'homme nouveau : formation idéologique et conditionnement politique dans la SS (1933-1945)*, sous la direction des professeurs Édouard Husson (université de Picardie) et Dominique Barjot (université Paris Sorbonne).

Philippe Gelez

Maître de conférences à l'université Paris-Sorbonne. Il enseigne la littérature et l'histoire des idées de l'espace ex-yougoslave et dirige un séminaire de

traduction. Après s'être intéressé à l'Islam bosno-herzégovien et balkanique, il a orienté ses recherches sur la question agraire au XIX^e siècle dans ces mêmes régions, ainsi que sur les problèmes liés à l'européanisation.

Jean-Noël Grandhomme

Maître de conférences HDR en histoire contemporaine à l'université de Strasbourg ; conférencier au Collège militaire royal du Canada à Kingston (Ontario) ; membre élu du Conseil national des universités ; membre des comités scientifiques du Mémorial de Verdun, du Mémorial de l'Alsace-Moselle, du Musée de Gravelotte. Publications principales : « *La guerre ne tardera pas* ». *Les Rapports du colonel Pellé, attaché militaire français à Berlin (1909-1912)*, en collaboration avec Isabelle Sandiford-Pellé, Paris, Armand Colin, 2014 ; *Les Alsaciens-Lorrains dans la Grande Guerre*, en collaboration avec Francis Grandhomme, Strasbourg, La Nuée bleue, 2013 ; *Les Soldats inconnus de la Grande Guerre. La mort, le deuil, la mémoire*, co-dirigé avec François Cochet, Saint-Cloud, Soteca-14-18 éditions, 2011 ; *Henri-Mathias Berthelot (1861-1931). Du culte de l'offensive à la stratégie globale*, Ivry, ECPA-D, 2011 ; *Les Malgré-nous de la Kriegsmarine. Destins d'Alsaciens et de Lorrains dans la marine de guerre du III^e Reich*, Strasbourg, La Nuée bleue, 2011 ; *La Roumanie en guerre, 1914-1919 : de la Triplice à l'Entente*, Saint-Cloud, Soteca-14-18 éditions, 2009.

Lothar Höbelt

Professeur d'histoire moderne et contemporaine à l'université de Vienne, spécialiste de l'histoire autrichienne, allemande et britannique, ses travaux portent notamment sur l'histoire politique et constitutionnelle. Parmi ses nombreuses publications : *Landschaft und Politik im Sudetenland*, Wien, Österreichische Landsmannschaft, 2004 ; *Ferdinand III. 1608-1657. Friedenskaiser wider Willen*, Graz, Ares, 2008 ; *Franz Joseph I. Der Kaiser und sein Reich. Eine politische Geschichte*, Wien, Böhlau, 2009 ; *Die Habsburger. Aufstieg und Glanz einer europäischen Dynastie*, Stuttgart, Theiss, 2009 ; *Böhmen. Eine Geschichte*, Wien, Karolinger Verlag, 2012.

Catherine Horel

Directrice de recherche au CNRS (SIRICE). Spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Europe centrale, elle enseigne à l'université Panthéon-Sorbonne. Elle est membre de plusieurs organismes internationaux et Secrétaire générale du Comité international des sciences historiques (CISH). Ses recherches traitent des structures sociopolitiques de l'Empire des Habsbourg, de l'histoire urbaine, de l'histoire des juifs. Parmi ses récentes publications, à

signaler : *Cette Europe qu'on dit centrale. Des Habsbourg à l'intégration européenne (1815-2004)*, Paris, Beauchesne, 2009 ; Catherine Horel (dir.), *1908, la crise de Bosnie dans le contexte européen cent ans après*, Bruxelles, Peter Lang, 2011 ; *L'Amiral Horthy, régent de Hongrie*, Paris, Perrin, 2014 ; Catherine Horel (dir.), *Les Guerres balkaniques 1912-1913. Conflits, enjeux, mémoires*, Bruxelles, Peter Lang, 2014.

Rainer Hudemann

354

Professeur d'histoire contemporaine de l'Allemagne et des pays germaniques à l'université de Paris-Sorbonne et professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université de la Sarre (Allemagne). Il a été vice-président de l'université de la Sarre, professeur invité à l'Université hébraïque de Jérusalem, titulaire de la chaire Alfred Grosser et professeur invité à l'Institut d'études politiques de Paris. Ses principaux domaines de recherche portent sur l'histoire allemande et française aux XIX^e et XX^e siècles, sur les relations franco-allemandes, les élites en France et en Allemagne, la politique sociale, les partis politiques, l'intégration européenne, les fascismes en Europe, l'histoire urbaine dans une perspective comparative, les structures de processus de transfert en Europe, les mémoires transnationales.

Emmanuel Le Roy Ladurie

Ancien élève de l'École normale supérieure, professeur émérite au Collège de France, ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale et membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques), Emmanuel Le Roy Ladurie compte parmi les historiens français les plus célèbres. Auteur d'ouvrages traduits dans le monde entier, il fut nommé docteur *honoris causa* de dix-neuf universités. Grand Officier de la Légion d'Honneur et Commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres, sa recherche actuelle porte sur l'histoire du climat.

Georgiana Medrea

Maître de conférences qualifié, docteur en histoire moderne et contemporaine de l'université Paris-Sorbonne et de l'université de Bucarest. Sa thèse consacrée aux relations culturelles franco-roumaines dans l'entre-deux-guerres ainsi que ses contributions à des ouvrages collectifs tiennent à la fois de l'histoire diplomatique, de l'art, des institutions littéraires et culturelles. Elle participe depuis 2000 aux travaux du comité d'historiens franco-roumains dirigés par Jean-Paul Bled (université Paris-Sorbonne) et Dan Berindei, vice-président de l'Académie roumaine, publiés dans *Études danubiennes* et *Revue roumaine d'histoire*.

Renaud Meltz

Maître de conférences à l'université de Polynésie française, est l'auteur d'*Alexis Léger, dit Saint-John Perse*, Paris, Flammarion, 2008 (Prix Maurice Baumont). Ses travaux portent actuellement sur l'opinion publique dans les relations internationales. Il prépare à ce sujet un ouvrage à paraître chez Vendémiaire en 2016, *Vers une diplomatie des peuples? L'opinion publique et les crises internationales au premier XIX^e siècle (France et Grande-Bretagne)*.

Edi Miloš

Maître de conférences à l'université de Split, il axe ses recherches sur l'histoire politique et intellectuelle des Croates aux XIX^e et XX^e siècles. Il est l'auteur d'une thèse de doctorat encore inédite *Antun Radić et la genèse du mouvement paysan croate (1868-1905)*, dirigée par le professeur Jean-Paul Bled et soutenue en 2008 à l'université Paris-Sorbonne.

Vojislav Pavlović

Docteur de l'université Paris-Sorbonne, il a été maître de conférences associé dans plusieurs universités en France et en Serbie. Il est actuellement vice-directeur de l'Institut d'études balkaniques de Belgrade. Il a notamment publié *Francuskarevolucija [La Révolution française]*, Beograd, Vidici, 1990; *OSS in Yugoslavia 1941-1944*, Beograd, Center for Serbian Studies, 1997; *Od Monarhije do republike (De la monarchie à la république. Les États-Unis et la Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale)*, Beograd, Clio, 1998.

Guillaume Payen

Docteur en histoire contemporaine, chef du pôle Histoire et faits sociaux contemporains du centre de recherche de l'École des officiers de la Gendarmerie nationale, chercheur associé au Centre Roland Mousnier (UMR 8596), Guillaume Payen a soutenu sa thèse en 2010 sous la direction de Jean-Paul Bled: *Racines et combat. L'existence politique de Martin Heidegger: patriotisme, nationalisme et engagement d'un intellectuel européen jusqu'à l'avènement du nazisme (1889-1933)*. Sa biographie du philosophe sera publiée en janvier 2016 aux éditions Perrin sous le titre: *Les Destins changeants de Martin Heidegger. Catholicisme, révolution, nazisme (1889-2014)*.

André Reszler

Historien, né à Budapest, il a enseigné la littérature comparée et l'histoire européenne de 1968 à 1975 à l'université d'Indiana (Bloomington) et, à partir de cette date jusqu'à sa retraite en 1998, l'histoire des idées et de la culture européenne à l'Institut universitaire d'études européennes où il a succédé à

Denis de Rougemont. Depuis 1998, il est professeur honoraire à la faculté des Lettres de l'université de Genève. À plusieurs reprises, il a été invité à l'université de Montréal et à l'Institut d'études germaniques de Strasbourg. Fondateur de la revue *Cadmos*, il en est le rédacteur en chef de 1977 à 1983. Parmi ses publications, traduites en plusieurs langues : *L'Esthétique anarchiste*, Paris, PUF, 1973 ; *Mythes politiques modernes*, Paris, PUF, 1981 ; *Le Génie de l'Autriche-Hongrie*, Genève, Georg, 1991 ; *Le Pluralisme, aspects historiques et théoriques des sociétés pluralistes*, Paris, La Table Ronde, 2002 ; et *Les Nouvelles Athènes, histoire d'un mythe culturel européen*, Gollion, Infolio, 2004.

Christophe Réveillard

356

Christophe Réveillard est responsable de recherches au Centre Roland Mousnier (UMR 8596) et professeur module européen Jean Monnet (Commission européenne, Programmes et coopération internationale). Docteur en histoire (université Paris-Sorbonne) et diplômé en droit international public (université Paris-Sud), il est secrétaire-général-adjoint du Comité français des sciences historiques et membre de l'Institut international d'études européennes A. Rosmini. Il a notamment publié le *Dictionnaire historique et juridique de l'Europe* (Paris, PUF, 2013) ; *Métiers et statuts sociaux. Les représentations* (Paris, Éditions du CTHS, 2012) ; *La Construction européenne* (Paris, Ellipses, 2012) ; *La Guerre civile perpétuelle. Aux origines modernes de la dissociété* (Perpignan, Artège, 2012) ; (dir.) « Fatalités européennes », *Géostratégiques*, n° spécial, 2012-1 ; *La Culture du refus de l'ennemi. Modérantisme et religion en Europe au seuil du XXI^e siècle* (Limoges, Presses universitaires de Limoges, 2007) ; *Penser et construire l'Europe 1919-1992* (Paris, CNED/SEDES, 2007) ; *L'Américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythe et réalité* (Paris, PUPS, 2002).

Benedikt Schoenborn

Senior Research Fellow au *Tampere Peace Research Institute* enseignant à l'université de Tampere, en Finlande. Parmi ses publications figurent les livres *Transatlantic Relations since 1945: an Introduction* (avec Jussi Hanhimäki et Barbara Zanchetta), London, Routledge, 2012, et *La Mécontente apprivoisée: de Gaulle et les Allemands, 1963-1969*, Paris, PUF, 2007 (Prix Duroselle).

Ana-Maria Stan

Docteur en histoire, Ana-Maria travaille comme chercheur à l'université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca (Roumanie). Elle est responsable du Musée historique de l'université. Ancienne boursière de l'Agence universitaire de la francophonie (2002-2004). Sa thèse, soutenue en 2005 et publiée en 2006 (édition roumaine) et en 2007 (édition française), porte sur les relations franco-

roumaines à l'époque du régime de Vichy. Auteur de quelques livres et d'une vingtaine d'articles sur l'histoire du xx^e siècle, ciblant les rapports culturels et la collaboration scientifique et académique entre la France et la Roumanie de 1918 à 1945, ainsi que l'histoire de l'enseignement supérieur roumain pendant l'entre-deux-guerres. En 2012, elle a édité le journal de Jacqueline Jeannel – *Ma Roumanie/România mea*, Cluj-Napoca, Centrul de Studii Transilvane, Academia Română.

TABLE DES MATIÈRES

introduction. Jean-Paul Bled, historien des mondes germaniques en Sorbonne.....	7
Rainer Hudemann.....	7

PREMIÈRE PARTIE

LE VIENNOIS :

DE L'AUTRICHE DES HABSBOURG AUX BALKANS DES NATIONS

L'AUTRICHE-HONGRIE ET LES BALKANS TRAVAILLÉS PAR LES NATIONALISMES AU XIX^e SIÈCLE

L'idée slave et les Croates au XIX ^e siècle	
Edi Miloš.....	17
Un grand acteur oublié de la scène autrichienne :	
Le comte Anton von Prokesch-Osten	
André Reszler.....	27
La Bosnie-Herzégovine entre l'Autriche et la Hongrie (1878-1914)	
Philippe Gelez.....	35
L'action politique de l'Autriche-Hongrie chez les Albanais dans le <i>Vilayet</i> du Kosovo (Une analyse française de 1902)	
Dušan T. Bataković.....	47
Les officiers-conjurés serbes : 1903-1914. Programme et convictions politiques	
Vojislav Pavlović.....	63
Montenegro and the Central Powers 1915-16	
Lothar Höbelt.....	79

INFLUENCES DIPLOMATIQUES, CULTURES ET MÉMOIRE DANS UN ESPACE EN RECOMPOSITION AU XX^e SIÈCLE

Le général Paul Venel (1864-1920) et Le rôle de la France dans le rattachement du Monténégro au royaume des Serbes, Croates et Slovènes	
Jean-Noël Grandhomme.....	97

Les répertoires français, allemand et autrichien sur les grandes scènes roumaines. Le cosmopolitisme d'une culture nationale (1919-1940) Georgiana Medrea.....	117
Aspects de la Résistance française en Roumanie après 1940. Diplomates, enseignants et écrivains Ana-Maria Stan.....	131
François-Joseph en Hongrie : un lieu de mémoire ? Catherine Horel.....	145

SECONDE PARTIE

L'ALLEMAGNE DE JEAN-PAUL BLED :

DE LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE À LA RÉPUBLIQUE DE BERLIN

360

L'ALLEMAGNE FACE AU CONCERT EUROPÉEN (1815-1918)

Naissance de la germanophobie française ? L'opinion publique et la crise de 1840 Renaud Meltz.....	163
Bismarck et l'Europe, De la mission Alvensleben à la mission Radowitz Stéphanie Burgaud.....	187
Un génie de la prévision : Jacques Bainville dans <i>Les Conséquences politiques de la paix</i> Zoltan Bécsi.....	203
L'Allemagne de Martin Heidegger, ou le patriotisme d'un philosophe apolitique (1889-1933) Guillaume Payen.....	215
Du poids de l'intérêt matériel dans l'adhésion au nazisme. Réflexions autour des thèses de Götz Aly, à travers le cas de la politique d'aide sociale de la SS David Gallo.....	223
Julius Berger (1862-1943) : un entrepreneur allemand et la France Dominique Barjot.....	239

L'ALLEMAGNE ET LA FRANCE APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE

La RFA et les premières communautés européennes Christophe Réveillard.....	265
L'Allemagne et de Gaulle : l'approche de Willy Brandt Benedikt Schoenborn.....	283
Les partis politiques au défi de « 68 » en RFA et en France Mathieu Dubois.....	297

Cartes.....	311
Entretien avec Jean-Paul Bled.....	319
Portrait de Jean-Paul Bled par Emmanuel Leroy Ladurie.....	335
Bibliographie de Jean-Paul Bled.....	339
Directions de thèse.....	349
Présentation des auteurs.....	351
Table des matières.....	359

La Sorbonne éditeur-imprimeur depuis 1470

En 1470, Jean Heynlin, prieur de la Sorbonne, installe, dans le cadre universitaire, la première imprimerie française. L'atelier, animé par les prototypographes Ulrich Gering, de Constance, et Michel Friburger, de Colmar, imprime en Sorbonne les ouvrages destinés à la communauté universitaire : classiques latins et ouvrages d'érudition pour les étudiants et leurs maîtres. Ce fut l'origine de l'édition en France.

LIBRAIRIE PUPS |||| 8, RUE DANTON |||| 75006 PARIS ||||
		TEL. : 01 53 10 57 60		FAX : 01 53 10 57 66			
				E-MAIL : PUPS@PARIS-SORBONNE.FR			
				HTTP://PUPS.PARIS-SORBONNE.FR			

PAR CORRESPONDANCE :

PUPS |||||
MAISON DE LA RECHERCHE DE L'UNIVERSITÉ PARIS-SORBONNE
28, RUE SERPENTE |||| 75006 PARIS ||||

Totaeptur magnim quaerum ad mod qui desedi ducipsam ipsam, omnima sam is exped que volupta prerest hicil iminctur audam, con explignias doluptis reptam, oditem int doloren esequia con non prat.

Qui alit ut vercim re, illacernatem que et, con cum, solorumet la sanda il minctius.

Untesectis ipsuntion re re, volorro vidus, quosti resequid excerunt ipid utest adi doluptatur, nimpos atur, ut ommossitat.

Aquam, sitat aperum et ad est, sime vento ident fuga. Et enda nullace ratiis vid quibusa pore, omnia quatia doluptat lam, autempore quati blab ium elestion placerum con comnimus autetur sende nestota qui qui ilia volupta tionseq uidigni hillorro enis dicimax imaxim repra quae natistisit ullit alit alia commolo rporrov itiore labo. Itasimust, unt que dolorates dis iurem imus, quideri intions enitatur? Liatest ut at eatatataie delliqui conesedis ut omnitatur solorem santiberum lic tem res eatatur rem velesseque lique odis doluptatis ute con reic totaspel modit quidit doluptae quis anditas incta cum venihic aboriae des am, inverunt faccum quis volenihita dem et exceatus et accus, nit vererup tateporem quia ilitatur as aut am sapedigenem est, ipitate quiae pa sum et, samet porropore dolorio reprempos sit andi rector, alique quatem facest eum esedi ut lab ium sa simagnit, quam estruntem is expenam quibusandae dolutatiam dem exceper iorrovid modia nonsedit discium lam nestiis quatus molupiti as dolupta cullupti ullest aut molor alignimus es untis qui blabor aceatur ad ea voluptieni occullaci soluptatur sam

Illustration : J.M.W. Turner, *L'Inauguration du Walhalla* (détail), huile sur acajou, 1842, Londres, Tate Gallery © akg-images/Erich Lessing

